

## Mars 2008

### SOMMAIRE

#### 4 Mars 2008

« **Alistair Darling doit se contenter d'un budget restreint** », Philip Stephens, FINANCIAL TIMES

#### 5 mars 2008

« **Le Royaume-Uni a besoin de discipline** », éditorial, FINANCIAL TIMES

« **Ce sont les apparences qui comptent** », Peter Riddell, TIMES

« **David Miliband reste prisonnier des concepts** », Bronwen Maddox, TIMES

#### 6 mars 2008

« **Le gouvernement britannique a renié sa promesse** », éditorial, DAILY TELEGRAPH

« **Gordon Brown fait finalement du Royaume-Uni un membre à part entière de l'Union** », Peter Riddell, TIMES

#### 7 Mars 2008

« **Bruxelles et Bertie Ahern espèrent le « oui » des Irlandais** », Quentin Peel, FINANCIAL TIMES

#### 10 Mars 2008

« **La réforme du service public entre dans sa troisième phase** », Tribune de Gordon Brown, FINANCIAL TIMES

« **Alistair Darling doit se montrer audacieux** », éditorial, OBSERVER

« **Alistair Darling doit oser être terne** », Martin Ivens, Sunday TIMES

#### 11 Mars 2008

« **Les complexités de la question européenne** », Peter Riddell, TIMES

« **Notre armée mérite d'être mieux traitée** », éditorial, DAILY TELEGRAPH

#### 12 Mars 2008

« **Gordon Brown cherche à résoudre un problème inexistant** », éditorial, TIMES

#### 13 Mars 2008

« **Les Britanniques paient le prix de 10 ans de gaspillage** », éditorial, DAILY TELEGRAPH

« **Le « moins pire » des scénarios** », Peter Riddell, TIMES

« **Un manque d'éclat dangereux** », éditorial, GUARDIAN

#### 14 Mars 2008

« **Il se passe des choses importantes à Bruxelles** », éditorial, INDEPENDENT

#### 17 Mars 2008

« **Les « politicards » doivent écouter** », éditorial, Sunday TIMES

#### 18 Mars 2008

« **Mr. Brown a une chance unique de promouvoir les intérêts du Royaume-Uni** », Philip Stephens, FINANCIAL TIMES

#### 20 Mars 2008

« **Gordon Brown n'a pas vraiment de stratégie** », éditorial, TIMES

#### 25 Mars 2008

« **Nous devons défendre l'Union** », Tribune de Gordon Brown, DAILY TELEGRAPH

« **Un bon ami** », éditorial, TIMES

**- 4 Mars 2008 : « Alistair Darling doit se contenter d'un budget restreint », Philip Stephens, FINANCIAL TIMES**

Les premiers budgets sont souvent l'occasion pour un Chancelier de l'Echiquier de se mettre en valeur. Mais Mr. Darling n'a rien à faire valoir pour le moment, sinon le ralentissement de l'économie, la hausse de l'inflation et l'augmentation du déficit budgétaire. Tout le reste est incertitude, et le Chancelier de l'Echiquier a tout intérêt à rester bref lors de la présentation d'un budget qui ne changera en rien le climat politique. Le gouvernement broie du noir, et les conservateurs sont légèrement en tête dans les sondages, mais cette avance reste modeste. Il est difficile de dire lequel des dirigeants des deux principaux partis est le plus frustré par la guerre d'usure. Gordon Brown pense avoir trouvé la bonne réponse face à la mondialisation, mais il reproche aux médias de ne retenir que les trivialités. Les Tories enragent de ne pouvoir tirer parti du mécontentement de l'électorat. Ils comptaient sur la nationalisation de Northern Rock, mais ne parviennent guère à dépasser la barre des 40%. Les travaillistes peuvent regagner le terrain perdu, mais remporter un quatrième mandat représente un défi énorme. Tout laisse à penser que Mr. Brown perdra l'élection, mais que Mr. Cameron ne la gagnera pas. Les événements peuvent certes tout changer, mais il ne faut pas compter pour cela sur le budget d'Alistair Darling.

**- 5 Mars 2008 : « Le Royaume-Uni a besoin de discipline », éditorial, FINANCIAL TIMES**

Si le Royaume-Uni était un club sportif local, personne ne voudrait en assurer la trésorerie : ses comptes sont dans le rouge. Lors de son premier budget, la semaine prochaine, Alistair Darling peut être tenté d'annoncer une réduction des impôts et un accroissement des dépenses publiques, mais c'est de discipline dont le Royaume-Uni a besoin. Les finances de l'Etat sont déficitaires, et Mr. Darling doit opter pour un budget serré. Le gouvernement ne peut se permettre une nouvelle atteinte à sa crédibilité : la livre a beaucoup baissé ces derniers mois et l'inflation est élevée. Si les investisseurs commencent à perdre confiance, le Royaume-Uni pourrait se trouver en sérieuses difficultés. Avec un taux d'intérêt à 5,25%, la Banque d'Angleterre a suffisamment de marge de manœuvre pour stimuler l'économie sans qu'il soit nécessaire de recourir à la stimulation fiscale. Le Chancelier de l'Echiquier doit maintenir le resserrement déjà annoncé l'année dernière, peut-être même l'accentuer en réduisant les dépenses. Si l'économie fait réellement un plongeon, il sera toujours possible de renoncer à certaines hausses d'impôt avant leur entrée en vigueur en mars 2009.

**- 5 Mars 2008 : « Ce sont les apparences qui comptent », Peter Riddell, TIMES**

Nous sommes en plein univers de Lewis Carroll : le vote des Communes qui se tiendra ce soir à propos d'un référendum sur le Traité de Lisbonne ne concerne pas vraiment l'Europe. Pour les trois principaux partis politiques, il s'agit avant tout de se mettre en avant et d'exploiter la situation. Ils avaient tous promis un référendum dans leurs manifestes électoraux de 2005. David Cameron estime aujourd'hui que ce vote doit être avant tout une expression de la confiance dans le gouvernement de Gordon Brown. Pour le Labour, qui affirme que le Traité n'est pas la constitution, la priorité

est d'obtenir une ratification aussi vite que possible, et mettre ensuite les conservateurs au pied du mur. Si ces derniers rejettent cette décision, ils risquent de mettre en crise les relations du Royaume-Uni avec le reste de l'Union. Les Libéraux-démocrates se retrouvent quant à eux dans une position particulièrement délicate, puisqu'ils sont pris entre leur goût instinctif pour les référendums et leur tradition pro-européenne. Au bout du compte, le gouvernement a de fortes chances de l'emporter, aussi bien aux Communes qu'à la Chambre des Lords. Mais les difficultés viendront après : les électeurs considéreront-ils le refus d'un référendum comme une trahison de la part de Mr. Brown, ce que les Tories souhaitent, ou bien voudront-ils aller de l'avant, comme l'espère le Labour ?

**- 5 Mars 2008 : « David Miliband reste prisonnier des concepts », Bronwen Maddox, TIMES**

Les 160 ambassadeurs du Royaume-Uni, réunis pour leur assemblée annuelle, auraient eu les meilleures raisons de se sentir découragés, déconcertés, ou même furieux, en écoutant le discours que leur a adressé le Secrétaire au Foreign Office. David Miliband ne manque pas de grandes idées sur la mondialisation, la montée de l'Asie, les priorités stratégiques. Mais une inondation de concepts finit par ne plus rien à voir avec l'action gouvernementale. Parfois Mr. Miliband donne davantage l'impression d'être à la tête d'un Think-tank plutôt que ministre. Il soulève certes des points intéressants, suggérant que le Foreign Office envoie davantage de diplomates dans les endroits difficiles du monde et moins en Europe, et qu'il coopère plus étroitement avec le Ministère de la Défense et celui du Développement International. Il a également raison d'évoquer la diminution du rôle des ambassadeurs lorsque les ministres des différents pays prennent l'habitude de se parler directement. Mais le chef de la diplomatie britannique reste trop vague. Il doit adopter un langage suffisamment clair pour se faire comprendre et expliquer franchement ce que sont ses intentions.

**- 6 Mars 2008 : « Le gouvernement britannique a renié sa promesse », éditorial, DAILY TELEGRAPH**

Hier soir, aux Communes, le gouvernement a trahi notre confiance, exigeant de ses propres députés qu'ils votent à l'encontre d'une promesse faite au moment des élections, celle de tenir un référendum sur la nouvelle constitution européenne. Une fois de plus, nos législateurs montrent qu'ils font peu de cas de l'électorat qu'ils représentent. Mais la bataille n'est pas terminée : après les Communes, elle va se jouer à la Chambre des Lords, qui peut repousser suffisamment sa décision pour faire en sorte que l'Europe reste un sujet sensible au moment des prochaines élections. Cela donnera enfin aux électeurs l'occasion d'exprimer leur pensée. Quelques beaux esprits de Westminster affirment que l'Europe n'est qu'une question de second ordre pour les Britanniques. La confiance dans la politique et les hommes qui en décident n'entre sûrement pas dans cette catégorie. Ceux qui ont trahi cette confiance risquent de payer le prix fort dans les urnes.

**- 6 Mars 2007 : « Gordon Brown fait finalement du Royaume-Uni un membre à part entière de l'Union », Peter Riddell, TIMES**

Une des conséquences, peu remarquée, de la querelle sur le référendum a été de présenter Gordon Brown comme un défenseur enthousiaste de l'Europe. Aux communes, le Premier Ministre a souligné sans équivoque les bénéfices de l'Union, et le rôle de premier plan joué par le Royaume-Uni en matière d'environnement, de développement, de mondialisation et de sécurité. Ce changement d'approche vise en partie à dépeindre les conservateurs comme des saboteurs, qui mettent en péril l'adhésion britannique. Il montre aussi le désir de Mr. Brown d'adhérer au nouveau Labour, au Blairisme sans Blair, une démarche de plus en plus visible ces dernières semaines. Mais comment cela se traduira-t-il en pratique ? Le Premier Ministre souhaite une Europe davantage tournée vers l'extérieur, plus flexible et plus compétitive. Mais les fonctionnaires de Bruxelles conservent des doutes sur sa conversion. Quant à Mr. Brown, il espère, qu'une fois le traité ratifié, il pourra débattre de l'Europe de façon positive durant la campagne électorale. Il faudra cependant pour cela qu'il parvienne à faire oublier le manque de confiance qu'a pu inspirer son gouvernement.

**- 7 Mars 2008 : « Bruxelles et Bertie Ahern espèrent le « oui » des Irlandais », Quentin Peel, FINANCIAL TIMES**

Maintenant que les Communes ont rejeté la demande d'un référendum sur le Traité de Lisbonne, il ne reste plus qu'à l'Irlande d'exprimer son opinion. Un « oui » n'est pas acquis, et le gouvernement de Bertie Ahern n'a pas encore fixé de date. Mais plus il attend, plus cela risque d'être difficile : l'économie irlandaise connaît un ralentissement et les prix de l'immobilier baissent. De plus, Mr. Ahern est impliqué dans un scandale financier qui remonte aux années 90, et sa popularité diminue. Ces facteurs pourraient faciliter la campagne des partisans du « non ». Certains Irlandais craignent que le nouveau Traité ne renforce la politique étrangère et de sécurité commune, ce qui porterait atteinte à la neutralité de leur pays. D'autres affirment qu'il affaiblira la voix de l'Irlande en Europe, en réduisant son nombre de votes et sa représentation au parlement européen. En 2001, lorsque les Irlandais ont rejeté le Traité de Nice, les principaux partis politiques – tous en faveur du « oui » - avaient à peine fait campagne. Ils ne répèteront pas la même erreur cette fois-ci. Les derniers sondages donnent 46% de oui, 23% de non et 31% d'indécis. Il est donc peu vraisemblable, mais pas inconcevable, qu'il se passe la même chose que pour Nice. Mr. Ahern a encore un grand travail de persuasion à effectuer, surtout s'il espère devenir le premier président du Conseil européen, comme le veut la rumeur à Dublin.

**- 10 Mars 2008 : « La réforme du service public entre dans sa troisième phase », Tribune de Gordon Brown, FINANCIAL TIMES**

Au cours des semaines à venir, à commencer par le budget de mercredi, nous allons fixer les prochaines étapes du programme du gouvernement pour la réforme du service public. La première étape, notre priorité en 1997, exigeait investissements et réparations après des années de négligence. Afin d'assurer les meilleurs résultats possibles, notre deuxième étape s'est concentrée sur la lutte contre les mauvaises performances, avec l'introduction de la concurrence. La situation s'est améliorée,

mais il ne peut être question de faire marche arrière ou de ralentir le rythme de la réforme. C'est pourquoi nous devons passer à la troisième étape afin non seulement d'améliorer les choix mais de donner davantage de pouvoirs aux utilisateurs de services et aux professionnels. Le succès de notre économie dépend de la qualité de notre éducation et il est donc important d'améliorer la performance des écoles qui se situent en bas de l'échelle. La même démarche doit être effectuée avec les services sociaux, les hôpitaux, et la police. Nous devons viser l'excellence, augmenter les choix et ne pas tolérer les mauvaises performances. En fait nous devons reconnaître que c'est en donnant davantage de pouvoir aux usagers des services publics que nous obtiendrons un changement réel et durable, les professionnels et le gouvernement ne jouant qu'un rôle secondaire.

- **10 Mars 2008** : « **Alistair Darling doit se montrer audacieux** », **éditorial**, **OBSERVER**

Pauvre Alistair Darling ! Le Chancelier de l'Echiquier doit en effet présenter son premier budget sur fond de crise économique, tout en préparant les électeurs à des hausses d'impôts pour les années à venir. Il pourrait être tentant dans une période aussi difficile de se retrancher dans l'austérité. Mais Mr. Darling devrait au contraire saisir l'occasion pour faire de son budget un budget de la justice sociale, alors qu'en Europe et même aux Etats-Unis le libéralisme commence à battre la retraite. Il devrait tout d'abord réaffirmer son engagement à supprimer la pauvreté de l'enfance, s'engager à rénover l'infrastructure complètement délabrée du Royaume-Uni (routes, chemins de fer, logements), et enfin poursuivre l'action commencée par le gouvernement pour réduire l'empreinte carbone. Il faudrait encourager l'utilisation de voitures à faible consommation d'énergie, l'isolation des maisons, le développement des énergies renouvelables. Le Chancelier de l'Echiquier devrait s'inscrire dans l'air du temps et faire preuve d'audace en visant l'avantage moral qui fait péniblement défaut au gouvernement Brown.

- **10 Mars 2008** : « **Alistair Darling doit oser être terne** », **Martin Ivens**, **Sunday TIMES**

Aujourd'hui, ce sont les Tories qui ont l'avantage dans les sondages, et Alistair Darling aura les vents contre lui lorsqu'il va présenter son budget mercredi. Le Chancelier de l'Echiquier est un homme de confiance, quelqu'un de sûr, mais cela ne suffit pas pour réussir au Trésor britannique qui est plus souvent dirigé par un politique (Mr. Brown a occupé le poste pendant 10 ans). Pourtant il ne faut pas sous-estimer les personnalités ternes. Si Mr. Darling s'est retrouvé récemment en difficulté, ce n'est pas à cause de son manque d'éclat, mais parce qu'il a pris des décisions hâtives au moment de la crise financière et de l'affaire Northern Rock (impôt sur les riches étrangers non résidents, et sur les plus-values). Il regrette aujourd'hui cette trop grande hâte. Evidemment, c'est l'heure de vérité pour le Chancelier de l'Echiquier : s'il ne peut faire face au ralentissement économique cette année, le Premier Ministre pourra être tenté de se débarrasser de lui. Les conservateurs quant à eux ne se privent pas d'attaquer Mr. Brown et Mr. Darling pour leur manque de préparation. Ils ont certainement regagné beaucoup de terrain, en particulier au centre. Mais ils ne donnent pas encore suffisamment de raisons aux électeurs de voter pour eux. C'est peut-être ce que Mr. Darling peut espérer de mieux.

**- 11 Mars 2008 : « Les complexités de la question européenne », Peter Riddell, TIMES**

Les Britanniques veulent un référendum sur l'Europe, mais ne semblent pas tenir grief au gouvernement de leur avoir refusé. Selon le dernier sondage Populus, le Labour a regagné 3 points à 34%, tandis que les conservateurs en ont perdu 3 (37%). On ne peut pas encore parler de redressement pour les travaillistes, mais le parti de David Cameron, pour sa part, est loin d'être dans la position de force qu'occupait le Labour entre 1994 et 1997. L'Europe demeure une question très complexe au Royaume-Uni. La grande majorité des électeurs (70%) souhaite une sorte de référendum, mais il y a de grandes variations dans leurs préférences : certains demandent une consultation seulement sur le Traité de Lisbonne, d'autres sur l'adhésion à l'Union, d'autres encore voudraient lier les deux questions. Seuls 19% de la population estime qu'il n'y a pas besoin de référendum.

**- 11 Mars 2008 : « Notre armée mérite d'être mieux traitée », éditorial, DAILY TELEGRAPH**

Le rapport des Communes sur le coût des opérations militaires en Irak et en Afghanistan – il a doublé en un an – place le Chancelier de l'Echiquier dans une situation peu confortable : une fois de plus, le budget de la Défense va être soumis à de rudes pressions, alors qu'il a à peine bougé depuis l'arrivée du Labour au pouvoir. D'ici 2010 il n'aura augmenté en termes réels que de 11% par rapport à 1997. Or, durant ces années, les forces armées ont répondu de façon magnifique aux défis qui se présentaient (Kosovo, Sierra Leone, Irak, Afghanistan), tout en devant constamment se plaindre de leur manque d'équipement. Les généraux ne font pas suffisamment pression sur le gouvernement : il fut un temps où ils n'auraient pas hésité à faire du lobbying auprès du Premier Ministre ou à manifester devant Downing Street. Nos soldats le mériteraient bien. Alors que les demandes ne vont faire que s'intensifier pour elle, l'armée trouverait la charge moins pénible si ses supérieurs se battaient face au gouvernement avec le même courage qu'ils montrent sur le terrain.

**- 12 Mars 2008 : « Gordon Brown cherche à résoudre un problème inexistant », éditorial, TIMES**

Ce n'est pas très britannique que de chercher à définir le caractère britannique. Nous ne sommes pas, comme les Etats-Unis, une nation nouvelle, et notre histoire n'a pas été définie par une révolution. Le fait que le Royaume-Uni soit constitué de quatre composants rend une définition encore plus difficile. Les Britanniques trouvent leur identité dans leur histoire, leur langue et leur société. C'est pourquoi le rapport de Lord Goldsmith s'aventure en terrain dangereux lorsqu'il propose une allégeance à la couronne ou l'institution d'une journée nationale. En dépit du nationalisme interne, du développement de l'Union européenne, de la mondialisation et de l'immigration, il n'existe pas de crise de la citoyenneté. Ce n'est pas la tâche du gouvernement que d'imposer un modèle d'identité nationale à l'ensemble de la population. Il doit en revanche créer une société qui donne au peuple britannique la sécurité, la liberté et la possibilité de s'assumer.

**- 13 Mars 2008 : « Les Britanniques paient le prix de 10 ans de gaspillage », éditorial, DAILY TELEGRAPH**

C'est la première fois depuis longtemps qu'un Chancelier de l'Echiquier a dû présenter son budget dans une conjoncture aussi inquiétante. Mr. Darling a été contraint de réviser à la baisse ses prévisions sur la croissance, et les experts estiment qu'il reste encore trop optimiste. Il va devoir emprunter davantage et augmenter les impôts, ce qui aura des répercussions bien au-delà des prochaines élections. Le Chancelier de l'Echiquier aurait dû chercher à stimuler la croissance. Au lieu de quoi il s'est contenté de prendre des mesures insignifiantes qui indiquent une absence de direction. David Cameron a, de façon pertinente, accusé Mr. Darling et Mr. Brown de ne pas avoir su tirer parti des années d'abondance et ne pas s'être préparés à la crise actuelle. Les conservateurs devraient saisir l'occasion pour annoncer un changement d'approche : renoncer à vouloir nous persuader qu'il est possible d'accroître les dépenses publiques et de réduire les impôts. Aujourd'hui, l'objectif doit être de réduire la part de l'Etat, diminuer les dépenses ainsi que les impôts.

**- 13 Mars 2008 : « Le « moins pire » des scénarios », Peter Riddell, TIMES**

Le budget d'Alistair Darling relève de l'opération holding, modeste en tous points. Le Chancelier de l'Echiquier a voulu montrer qu'il reste confiant, et que le ralentissement économique ne sera ni trop sévère ni de longue durée. Pourtant nous devons sûrement nous serrer la ceinture pendant plusieurs années. Les dépenses publiques vont être réduites, et la charge fiscale accrue. Ce qui inquiète plus les électeurs, ce n'est pas tant le niveau des impôts que le sentiment d'un manque de résultats : le fort accroissement des dépenses publiques de ces dernières années ne semble pas avoir amélioré les services comme il l'aurait dû. Mr. Darling a tout juste commencé les ajustements nécessaires pour redresser les finances publiques. Il n'aura probablement pas davantage de marge de manœuvre l'année prochaine, surtout si la reprise économique tarde à se manifester. Les hausses d'impôts immédiates seront sans aucun doute impopulaires, mais à long terme elles auront moins d'importance, en termes électoraux, que l'état de l'économie. Ce budget manque probablement d'inspiration, mais il représente pour le gouvernement le « moins pire » des scénarios.

**- 13 Mars 2008 : « Un manque d'éclat dangereux », éditorial, GUARDIAN**

Ni élégant, ni audacieux : le budget présenté par Alistair Darling a ennuyé les députés, comme il ennuiera les électeurs. La stabilité est une ambition estimable mais, après Northern Rock et une conjoncture plus sombre qu'une pièce de Beckett, une performance solide du Chancelier de l'Echiquier s'imposait. Elle ne s'est pas produite. Mr. Darling espère que la situation économique s'améliorera d'ici les élections, mais la plupart des économistes ne partagent pas son optimisme. Il aurait pu admettre la vérité hier et chercher à rassurer l'ensemble de l'électorat. Toutes les familles sont touchées par la hausse des prix de la nourriture et de l'énergie. Le Chancelier de l'Echiquier souhaite que les Britanniques continuent de soutenir son parti dans les périodes économiques difficiles. Revenir constamment sur le passé et la mauvaise gestion des Tories ne fait plus aujourd'hui son effet. Il devra faire mieux l'année prochaine.

- **14 Mars 2008** : « **Il se passe des choses importantes à Bruxelles** », **éditorial**, **INDEPENDENT**

Alors que les hommes politiques britanniques perdent leur temps à débattre d'un référendum sur le Traité de Lisbonne, l'Union européenne cherche à trouver des solutions aux grands défis du 21<sup>ème</sup> siècle. Réunis en Conseil à Bruxelles, les dirigeants européens discutent de la libéralisation du marché de l'énergie, un programme tout à fait dans l'intérêt du Royaume-Uni. Ils se penchent également sur la crise financière et la nécessité d'une plus grande transparence des institutions financières, et surtout ils étudient les moyens de lutter contre le réchauffement climatique. L'Union montre qu'elle prend ces problèmes très au sérieux et offre un cadre pour des actions qu'aucune nation ne peut mener individuellement. Bien sûr, un accord n'est jamais garanti lors de ce type de réunions. Il y aura nécessairement des marchandages et des compromis. Mais qui peut vraiment croire que le Royaume-Uni gagnerait à ne pas se trouver à la table de négociations ?

- **17 Mars 2008** : « **Les « politicards » doivent écouter** », **éditorial**, **Sunday TIMES**

Jusqu'au week-end dernier, bien des Britanniques n'avaient jamais entendu parler de Bear Stearns, cette banque américaine qui a survécu à la crise de 1929, celle du Lundi Noir de 1987 et bien d'autres encore, mais qui risque de ne pas résister à la crise actuelle. Cette affaire est significative car elle est un symptôme du mal qui affecte les pays occidentaux et qui touche aussi bien l'homme de la rue que les banques et les courtiers. Si l'on en croit les derniers sondages, le public s'attend à des moments difficiles et se prépare à un tournant. Lorsque tout allait bien, les électeurs étaient prêts à accepter des impôts et des dépenses publiques élevés. Aujourd'hui, ils dénoncent le gaspillage des fonds publics pour des résultats médiocres. Ils en ont assez de payer toujours davantage d'impôts même s'il s'agit de lutter pour la protection de l'environnement ou contre les ravages de l'alcool. Ils en ont assez de l'augmentation excessive du coût de la vie et traitent avec mépris les arguments du gouvernement sur le contrôle de l'inflation. Nous savons que Gordon Brown est favorable à un rôle important pour l'Etat. Est-ce que les Tories peuvent offrir autre chose ? Les électeurs font part de leurs inquiétudes, mais les hommes politiques n'écoutent pas.

- **18 Mars 2008** : « **Mr. Brown a une chance unique de promouvoir les intérêts du Royaume-Uni** », **Philip Stephens**, **FINANCIAL TIMES**

La stratégie du Royaume-Uni à l'égard de l'Europe, qui a longtemps consisté à semer la zizanie entre la France et l'Allemagne, s'est avérée futile et stupide. Gordon Brown a aujourd'hui l'occasion unique de tenter une nouvelle approche : ce n'est un secret pour personne que Mr. Sarkozy et Mme Merkel ont une relation difficile. Au lieu de chercher à exacerber les divisions, le Premier Ministre britannique devrait se concilier les deux dirigeants et jouer le rôle de « pont » entre Paris et Berlin. David Miliband s'est fixé quatre objectifs en matière de politique étrangère : lutte contre le terrorisme et la prolifération, prévention et résolution des conflits, économie favorable à l'environnement et institutions internationales fortes. Dans tous les cas, cela signifie davantage de coopération avec l'Union européenne. Les conditions pour un plus grand engagement du Royaume-Uni sont réunies : tout d'abord, Mr. Sarkozy a opté pour l'Atlantisme. Il a promis d'envoyer des troupes en Afghanistan et pourrait

annoncer prochainement le retour de la France dans les structures militaires de l'OTAN. De ce fait, Washington, qui s'est méfié pendant longtemps des projets de défense européens, souhaite désormais que Paris et Londres aillent de l'avant dans le renforcement de leurs capacités militaires. Si la France est un allié vital en matière de sécurité, l'Allemagne en est un dans les domaines de l'environnement et de la politique économique et commerciale. Mr. Brown n'a jamais eu une meilleure chance de promouvoir les intérêts du Royaume-Uni en Europe. Il reste à voir s'il va la saisir.

- **20 Mars 2008** : « **Gordon Brown n'a pas vraiment de stratégie** », **éditorial**, **TIMES**

Le document sur la sécurité nationale présenté par Gordon Brown a le mérite d'informer le public sur les risques terroristes auxquels il peut être confronté, de lui faire mieux comprendre les mesures de prévention et de le rendre plus vigilant. Le Premier Ministre entend rapprocher le citoyen de la guerre contre le terrorisme. Si cette démarche est bienvenue, les propositions annoncées hier relèvent du « pétard mouillé » : elles n'indiquent guère de stratégie, ne précisent pas comment seront fixées les priorités ou ce que seront les ressources allouées pour la mise en place du projet. Il s'agit davantage d'un constat des menaces que d'une vue d'ensemble sur les moyens de les affronter. Mettre au même niveau les risques du réchauffement climatique, de la pauvreté que ceux de la criminalité ou du terrorisme affaiblit plus qu'elle ne renforce l'initiative de Mr. Brown. Sans un sens des priorités et sans précision sur les moyens financiers, la nouvelle stratégie accroît les craintes de la population sans lui donner d'idée sur les remèdes.

- **25 Mars 2008** : « **Nous devons défendre l'Union** », Tribune de **Gordon Brown**, **DAILY TELEGRAPH**

Plus que jamais, nous devons faire preuve de détermination dans la défense de l'Union et nous battre contre les sécessionnistes qui la remettent en cause. Au cours des siècles, nous avons su créer un Etat multinational parmi les plus prospères du monde, et ce parce que nous célébrons et respectons les multiples identités qui le composent. Je suis Ecossais, et fier de l'être, mais je ne suis pas moins fier d'être Britannique. La dévolution que nous avons mise en place il y a dix ans reconnaît naturellement les doubles identités, mais l'Union bénéficie à tous et n'agit jamais au détriment de l'un ou l'autre. Face aux grands défis – lutte contre le terrorisme, fièvre aphteuse, réchauffement climatique – il ne peut y avoir de politique uniquement écossaise ou galloise ou anglaise. Nous sommes plus forts lorsque nous sommes unis. Le Ministre de la Justice, Jack Straw, va lancer un débat sur la réforme constitutionnelle, le pouvoir local et régional, ainsi que sur la définition de la citoyenneté britannique. La discussion sur l'avenir du Royaume-Uni sera d'autant plus fructueuse qu'elle sera fondée sur nos valeurs communes. L'Union n'est pas un partenariat qui existe au détriment de la fierté d'une population, et celle-ci n'a pas à être sacrifiée pour satisfaire le partenariat. L'Union au contraire permet à chaque région du Royaume-Uni de prospérer dans un partenariat bénéfique à tous.

- 25 Mars 2008 : « Un bon ami », **éditorial**, **TIMES**

La visite d'Etat du président Sarkozy confirme la « renaissance de la relation franco-britannique ». Après les désaccords sur l'Irak, l'atmosphère s'est beaucoup améliorée : la politique étrangère de la France, tout en conservant à juste titre son indépendance, est devenue « constructive ». Mr. Sarkozy a fait preuve de « courage » et « d'audace » en annonçant l'envoi de soldats en Afghanistan, et en soutenant une intervention au Darfour. Le Royaume-Uni et la France sont loin de partager la même vision sur l'Union européenne, mais les divergences entre les deux pays se sont fortement réduites. Gordon Brown devrait saisir cette chance, notamment en proposant un programme commun de réformes économiques, ainsi qu'une nouvelle stratégie avec la Russie, auxquels l'Allemagne pourrait être associée. Le Premier Ministre devrait chercher aussi à accroître la coopération en matière de défense sans qu'elle se fasse au détriment de l'OTAN, et encourager une collaboration cruciale dans les négociations commerciales. Tout cela ne se fera pas lors d'une seule visite d'Etat. Mais Mr. Sarkozy a déjà montré qu'il ne voit pas les anglo-saxons comme une menace, et les événements de cette semaine peuvent constituer les fondements d'un partenariat.